



EMBELLIT LA VILLE ET LA VIE

O.P.H. D'ILLE ET VILAINE
DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DU PATRIMOINE
41, Boulevard de Verdun
C.S 61121
35011 RENNES CEDEX

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

GUIPRY-MESSAC

**MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION DE 57
LOGEMENTS REPARTIS SUR DEUX ILOTS
2024CN05 / 2024CN06**

Date et heure limites de réception des candidatures :

Le 22 MAI 2024 à 23H00

Règlement de la Consultation

**Procédure avec négociation passée en application des dispositions des articles
R.2161-12 à R.2161-20 du Code de la commande publique
Phase Candidature**

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	3
2 - Conditions de la consultation	3
2.1 - Délai de validité des offres	3
2.2 - Forme et composition du groupement.....	3
3 – Organisation générale du premier tour.....	4
3.1 - Contenu du dossier de consultation.....	4
3.2 - Documents à produire	4
3.3 - Remise du dossier de candidature	5
3.4 - Modalités d'examen et de jugement des candidatures	5
4 – Organisation générale du second tour	5
4.1 - Documents fournis au candidat	5
4.2 – Documents à produire en phase offre	6
4.3 – Variantes.....	6
4.4 – Négociation.....	6
4.5 - Décision d'attribution	6
5 - Renseignements complémentaires.....	6
5.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	6
5.2 - Procédures de recours	7

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

GUIPRY-MESSAC – Maîtrise d'œuvre pour la construction de 57 logements répartis sur deux ilots – 2024CN05/2024CN06

- **30 logements collectifs et 9 Pavillons Ilot Les Charmilles**
- **15 logements collectifs et 3 Pavillons Ilot L'Etang**

Mission de maîtrise d'œuvre bâtiment éléments de base (avec Visa) y compris étude de faisabilité énergétique et étude thermique et mission d'OPC

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : **procédure avec négociation (articles R. 2161-12 à R. 2161-20 du code de la commande publique).**

Motif de recours à la procédure avec négociation : la présente procédure comporte exclusivement des prestations de conception.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence et risque de rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
71240000-2	Services d'architecture, d'ingénierie et de planification			

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme et composition du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Le groupement doit se présenter soit en candidature seule avec la **qualité d'architecte** ou agréé en architecture, inscrit à l'ordre ;

Soit en groupement avec indication si conjoint ou solidaire avec pour mandataire un architecte ou agréé en architecture inscrit à l'ordre.

Le groupement doit comporter :

- **un ou plusieurs bureaux d'études techniques** ayant des compétences **en structures**,
- **un ou plusieurs bureaux d'études techniques fluides** pour des réalisations de conceptions similaires,
- **un ou plusieurs bureaux d'études techniques VRD**
- **un ou plusieurs bureaux d'études techniques acoustique**
- **un ou plusieurs bureaux d'études techniques paysagiste**

Il devra également inclure **un économiste de la construction** si l'architecte n'a pas d'économiste intégré à son cabinet.

La composition des équipes ne pourra pas être modifiée entre la remise des candidatures et la signature du marché.

La candidature de l'architecte ne peut être présentée que dans un seul groupement.

Un Bureau d'étude peut se présenter dans plusieurs groupements.

3 – Organisation générale du premier tour

3.1 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- DC1/DC2

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 06 jours avant la date limite de réception des candidatures. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.2 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- 1) Une copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- 2) Un **formulaire DC1** – Mis à jour du 01/04/2019 ;
- 3) Un **formulaire DC2** – Mis à jour du 01/04/2019 avec indication du chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- 4) Les renseignements relatifs aux **moyens humains** : indication obligatoire des effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement avec mention des qualifications ou non pour chacune des trois dernières années ;
- 5) Les renseignements relatifs aux **moyens matériels** : déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- 6) **Liste des principales prestations effectuées** au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat

3.3 - Remise du dossier de candidature

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

La remise des candidatures se fait uniquement par voie dématérialisée.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.neotoa.fr/neotoa/les-marches-publics-neotoa>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

3.4 - Modalités d'examen et sélection des candidatures

Nombre de candidats envisagé : 3

Les critères de sélection des candidats sont (conformément aux renseignements à produire par les candidats concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise Cf.) sont les suivants :

Critère n°1 : La qualité des références des équipes candidates

Critère n°2 : la compétence de l'équipe proposée et moyens (capacités professionnelles techniques et financières du groupement).

4 – Organisation générale du second tour

Ces informations sont transmises à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées.

4.1 - Documents fournis au candidat

Les pièces ci-dessous seront transmises gratuitement au candidat invité à remettre une offre :

- Le cahier des clauses administratives (CCA) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques (CCT)

- Les Programmes type
- Plan cadastral

4.2 – Documents à produire en phase offre

En phase offre le candidat invité à soumissionner aura à produire les documents suivants :

- 1) Une offre financière** pour chaque élément de mission
- 2) Une note méthodologique**

Le montant prévisionnel des travaux n'est pas encore fixé à ce jour mais il est envisagé à environ **7 143 000 € HT** répartis sur les deux ilots.

RAPPEL : Il n'est pas demandé aux candidats de faire une proposition d'honoraire ou d'offre à ce stade de la procédure, juste une Candidature.

4.3 – Variantes

Les missions complémentaires sont des variantes obligatoires. Il s'agit des missions : OPC, gestion des modifications des accédants, étude thermique règlementaire, Diagnostic sur existant, Faisabilité Énergétique.

Elles devront obligatoirement être chiffrées dans l'acte d'engagement et dans la répartition des honoraires.

4.4 – Négociation

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

À l'issue d'une première analyse, la Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur se réservera la possibilité d'engager des négociations.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve toutefois le droit d'attribuer le marché sur la base de l'offre initiale, sans négociations (article R2161-17 du CCP).

4.5 - Décision d'attribution

La décision d'attribuer le marché relève de Commission d'appel d'offres.

5 - Renseignements complémentaires

5.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.neotoa.fr/neotoa/les-marches-publics-neotoa>

Cette demande doit intervenir au plus tard 08 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

5.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>